

L'honorable sir MACKENZIE BOWELL : J'accepte l'interprétation que vient de nous donner l'honorable sénateur, mais je dois lui faire remarquer que ses paroles exprimaient une toute autre idée. J'ai entendu dire trop souvent, depuis quelque temps, et surtout par le premier ministre de ce pays, chaque fois qu'il a un discours à faire, que nous avons créé une nation et que nous devons dans un prochain avenir, occuper vis-à-vis de la mère patrie une position bien différente de celle que nous occupons aujourd'hui. Je ne partage ni de loin ni de près ce sentiment et ne puis l'approuver. Plus je vieillis plus je suis convaincu que nous devons, dans notre propre intérêt et dans l'intérêt de la liberté et de l'humanité, être liés à la mère patrie, jusqu'à ce que le temps vienne où un sujet d'une colonie anglaise ne sera plus considéré comme un être occupant une position inférieure dans l'Empire. Il suffira de savoir que nous sommes des sujets anglais. Ce titre seul impliquera l'idée que nous faisons partie du plus grand empire qui ait jamais existé et que nous jouissons au Canada et en Australie des mêmes droits et privilèges que si nous vivions dans la mère patrie. Voilà ce que je désire voir plus tard. Quelques-uns d'entre nous, comme le proposeur de l'adresse et moi, peuvent ne pas vivre assez vieux pour voir tout cela, mais nous pouvons au moins jeter les fondements des choses que nous désirons voir accomplir. J'ai eu la bonne fortune de vivre sous le règne de pas moins de quatre souverains. Je n'espère cependant pas de vivre assez longtemps pour voir un autre souverain ; mais il y a des membres de cette Chambre qui sont assez âgés pour avoir vécu sous le règne de George III, George IV, Guillaume IV, Victoria et Edouard. J'espère que le vénérable membre de cette Chambre (M. Wark) dont je désire le prochain retour ici, vivra assez longtemps pour reprendre son siège après qu'il sera devenu centenaire.

Le duc de Cornouailles, ou n'importe quel membre de la famille royale, sera le bienvenu au Canada. J'espère qu'il viendra. Il est l'héritier présomptif du trône, et comme le temps peut venir—et selon toute probabilité il viendra—où il devra prendre la place que son père occupe maintenant, rien ne peut développer mieux ses idées relativement à la grandeur et à la toute-puissance de l'empire sur lequel il sera appelé à régner que

de parcourir cet empire. En faisant le tour du monde, en voyant l'Australie, en retournant en Angleterre par la voie du Canada, en traversant notre vaste Nord-Ouest, il apprendra sur ces pays ce qu'aucun livre ne peut lui enseigner. Je parle par expérience quand je dis qu'aucun homme ne peut concevoir ce qu'est l'Empire avant d'en avoir parcouru une grande partie, et rien ne peut mieux l'instruire sur le sujet que de traverser les colonies australiennes et les possessions britanniques de l'Amérique du Nord.

Il est question dans le discours du trône du câble transpacifique. J'avoue que lorsque j'ai lu, il y a quelques jours, un télégramme que le secrétaire d'Etat aux colonies était censé avoir adressé aux gouvernements et aux hommes d'Etat australiens, et dans lequel il est dit que l'exécution du projet subissait un retard causé par le fait que le gouvernement canadien désirait faire une étude plus approfondie de la question.

L'honorable M. SCOTT (secrétaire d'Etat) : Cela est absolument erroné et n'est appuyé sur aucune autorité.

L'honorable sir MACKENZIE BOWELL : Je suis très heureux d'apprendre cela, parce que je considère que la pose de ce câble est une des entreprises les plus propres à favoriser les intérêts de l'empire.

L'honorable M. SCOTT (secrétaire d'Etat) : Ecoutez! écoutez!

L'honorable sir MACKENZIE BOWELL : Je regarde cela, pour ainsi dire, comme le corollaire de la confédération. Un câble télégraphique posé autour du globe, à travers le territoire anglais, est absolument nécessaire aujourd'hui pour la protection des intérêts de l'empire, et il devient chaque jour de plus en plus nécessaire. Il y a une chose cependant à considérer relativement à ce grand projet, c'est qu'on a différé trop longtemps à le mettre à exécution.

L'honorable M. SCOTT (secrétaire d'Etat) : Ecoutez! écoutez!

L'honorable sir MACKENZIE BOWELL : Le retard occasionnera de nouvelles dépenses pour sa construction, qui coûtera, si je ne me trompe, des millions de plus que le montant qui avait été demandé par les entrepreneurs, lorsque le gouvernement avait demandé des soumissions, au lendemain de la conférence intercoloniale. Le gouverne-